

Actions de protestation pour Gaza

Partage international n° 235 - Mars 2008

En janvier et février 2008, de nombreuses manifestations se sont déroulées dans le monde, réclamant la fin du blocus de Gaza par Israël. Avec la fermeture des frontières, environ un million et demi de Palestiniens se trouvent prisonniers de fait, sans possibilité d'accès à la nourriture, à l'eau, à l'électricité et aux soins médicaux. On peut dire que les 500 000 Palestiniens désespérés qui ont réussi à gagner l'Égypte en quête de vivres et de médicaments ont été les acteurs de la plus grande évvasion de l'histoire.

A Chicago, des centaines de citoyens ont bravé le blizzard pour manifester devant un théâtre situé en bordure du lac Michigan, où se tenait un gala au profit des Amis de l'armée israélienne. Parmi les manifestants, se comptaient nombre d'Arabes américains et d'habitants juifs de Chicago.

A Boston, la Coalition pour les droits des Palestiniens s'est rassemblée sur Harvard Square.

A Houston, le 26 janvier, deux manifestations, les Palestiniens pour la paix et le Comité pour l'unité irlandaise se sont réunies sous les bannières : « Libérez Gaza » et « Arrêtez les crimes israéliens à Gaza ».

Des manifestations se sont également tenues à Seattle, San Francisco, Los Angeles, St Petersburg (Floride), Portland, et nombre d'autres villes américaines

De nombreuses manifestations ont également eu lieu au Moyen-Orient et certains dirigeants politiques de cette région ont condamné l'action d'Israël. La reine Rania de Jordanie, dont le pays entretient des liens diplomatiques avec Israël, a pris l'initiative inhabituelle d'appeler la communauté internationale à faire cesser les « sanctions collectives » contre les habitants de la bande de Gaza. Dans la capitale jordanienne se sont tenu des *sit-in*, tandis que des milliers de protestataires marchaient dans les rues de plusieurs villes du Liban.

A Montréal (Canada), ce sont des centaines de

personnes, des étudiants, des syndicalistes, des personnalités politiques et des militants des droits humains, qui se sont réunies au cours d'une manifestation organisée par *Solidarité pour les droits humains des Palestiniens*, une association étudiante. Les manifestants distribuaient des livrets d'information et entendaient faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il demande à Israël de mettre fin à son blocus sur Gaza.

Le 25 janvier, dans plusieurs villes européennes, de nombreux ménages ont éteint la lumière pendant vingt minutes, par solidarité avec les habitants de Gaza dont l'électricité est régulièrement coupée par les autorités israéliennes. Ce même jour, une manifestation s'est tenue à Bruxelles, où des centaines de personnes, rassemblées devant le siège de l'Union européenne, réclamait qu'elle fasse pression sur Israël pour que cesse ce blocus.

Environ 2 000 manifestants se sont rassemblés devant la résidence du premier ministre, à Downing Street, à Londres, arborant bannières et bougies en scandant « *Liberté pour une Palestine libre* ». L'acteur Alexis Sayle qui participait à cette manifestation a déclaré qu'il était là pour demander au gouvernement britannique de faire pression sur Israël. « *De nombreuses personnes se rendent compte que l'action d'Israël est particulièrement sauvage. On utilise des mots tels que sanction collective, sans en réaliser toute la portée. Mais globalement, cela veut dire qu'on punit l'innocent et c'est particulièrement cruel.* » Jeremy Corbyn, membre du parlement, a déclaré : « *Nous sommes ici aujourd'hui parce que nous voulons la paix. Or nous ne réaliserons pas la paix sans que justice soit rendue au peuple palestinien.* »

Les Voix juives indépendantes ont publié une déclaration dans le *Times*, protestant contre le siège de Gaza et les attaques à la roquette israéliennes. « *Le siège de Gaza a des conséquences socio-économiques désastreuses et laisse craindre une catastrophe humanitaire.* »

On a enregistré de nombreuses actions de protestations à Gaza même, dont les images télévisées ont stimulé les manifestations partout dans le monde.

Des protestations à l'intérieur d'Israël ont également été enregistrées, et le 26 janvier des militants

israéliens pour la paix se sont efforcé de fournir de la nourriture et des médicaments à Gaza, malgré le blocus.

Le blocus israélien constitue une violation manifeste du droit international, qui interdit formellement les sanctions collectives, et les considère comme des crimes de guerre. L'article 33 de la 4^e Convention de Genève (1949) déclare en particulier : « *Nul de peut être puni pour un crime ou un délit qu'il n'a pas commis personnellement. Les peines collectives, ainsi que toutes mesures d'intimidation ou de terrorisme sont interdites.* »

Sources : BBC, The Guardian, G.-B.

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)